

Pesticides hors de nos vies et de nos lieux de travail
Appel à la Marche vivante pour un Printemps bruyant le 5 avril à Paris !
Attac - FSU - Greenpeace – Solidaires

Les pesticides sont une menace pour de nombreux travailleurs et travailleuses, que ce soit dans les entreprises qui les produisent, qui les transportent, dans le monde agricole, chez les fleuristes... **Ils font aussi des ravages sur les habitant-es qui vivent à proximité ou qui les consomment dans l'alimentation ou dans l'eau.** Ils sont à l'origine de cancers d'origine professionnelle et environnementale. Une enquête organisée par l'association Avenir Santé Environnement a ainsi révélé en octobre dernier la présence de traces de pesticides dans les cheveux et l'urine de 72 enfants près de La Rochelle, dont 14 interdits, avec une suspicion de lien avec un cluster de cancers pédiatriques.

L'usage de pesticides fait partie des activités humaines responsables de la sixième extinction de masse. Préserver la biodiversité, et notamment les insectes pollinisateurs, est une nécessité, y compris pour notre survie alimentaire.

C'est pourquoi nous nous opposons à tous les retours en arrière sur la réglementation actuellement portés par la FNSEA et repris par des politiques toujours plus nombreux et nombreuses, qui votent la réintroduction des néonicotinoïdes et des reculs sur les normes environnementales dans la loi d'orientation agricole, au mépris des enjeux de santé publique.

Nous condamnons le double jeu de l'Union européenne, première région productrice et exportatrice de pesticides. Celle-ci exporte des molécules agrottoxiques dont elle interdit pourtant la consommation sur son territoire, pour ensuite importer les produits traités. Nous nous opposons aux accords de libre-échange qui nourrissent ce système.

Le chlordécone, pesticide non biodégradable utilisé en Guadeloupe et en Martinique pour la culture de la banane, interdit en 1990 dans l'Hexagone et seulement 3 ans plus tard dans les Antilles, menace encore plus de 90 % de la population actuelle. Cette substance très pathogène pour la santé humaine est présente dans les sols et la mer. La population y est exposée pour des siècles encore. Aucune action ni réparation de la part du gouvernement français ne sont pour autant envisagées. Ce sujet mériterait d'être débattu dans une future Commission "Vérité et Réparations".

Nous exigeons une autre agriculture, à rebours du modèle productiviste et concurrentiel imposé aujourd'hui, qui rend très difficile le non-recours aux pesticides. C'est le même modèle qui entretient la précarité dans le monde agricole, qui menace notre environnement, notre santé, celle des agriculteurs·trices et de leurs salarié·es. Les coûts de la transition vers un autre modèle agricole doivent être pris en charge collectivement, au lieu d'être supportés par les travailleurs et travailleuses seulement. Les agriculteurs et agricultrices doivent être accompagné·es. Les entreprises qui fabriquent ou manipulent des pesticides doivent se reconvertir. Une véritable rupture écologique ne peut se faire sans conquête de nouveaux droits, tels qu'un nouveau statut du salarié·e de la transition écologique, qui assure non seulement la formation mais aussi le maintien des conquises sociaux entre deux emplois et d'un emploi à l'autre.

C'est pourquoi nous rejoignons l'appel à manifester lancé par Extinction Rébellion et Scientifiques en Rébellion le 5 avril 2025 à Paris, à 14h au Muséum national d'histoire naturelle vers le Ministère de la Santé, en lien avec la journée mondiale de la santé du 7 avril. Soyons nombreuses et nombreux pour défendre notre santé et notre environnement !

